

*Jours fériés—Loi*

**M. Prud'homme:** Ils contribuent beaucoup à la société.

**M. Elzinga:** Excusez-moi, madame l'Orateur. J'ai suivi plusieurs cours à ce sujet et l'on m'y a appris à insérer un certain nombre de citations dans un débat comme celui-ci et c'est ce que je voulais faire. Cependant, je respecterai la décision de Votre Honneur et je ne parlerai pas de la contribution du Kinsmen Club de Sherwood Park à la localité. Cependant, il est à noter que le Kinsmen Club est le seul club social du Canada qui soit totalement canadien.

J'aimerais poser une question au député de Windsor-Walkerville qui a manifesté beaucoup de préoccupation au sujet de notre patrimoine en présentant le bill. J'aimerais savoir s'il a déjà fait partie de Heritage Canada?

**M. MacGuigan:** Oui, j'en fais partie.

**M. Elzinga:** Je vous remercie. Heritage Canada se préoccupe vraiment des nombreux facteurs dominants qui ont contribué à faire du Canada ce qu'il est aujourd'hui. A cet égard, on peut le comparer aux clubs Kinsmen parce que les deux groupes ont manifesté leur préoccupation pour notre patrimoine de bien des façons.

Bien que cette mesure comporte bien des aspects positifs, j'estime qu'il est aussi nécessaire que des députés des deux côtés de la Chambre signalent certains des aspects négatifs du bill. C'est sous le règne de notre premier ministre actuel (M. Trudeau) que le Canada est tombé de la deuxième à la huitième position pour ce qui est de l'importance du revenu par habitant. Je ne suis pas trop sûr que nous devrions présenter un bill qui créerait un autre jour férié dans ces circonstances. Ce n'est pas une réalisation dont nous pourrions être fiers. Le bill vise à créer un autre jour férié et, comme l'a dit le député de Palliser (M. Schumacher), ce sera un congé payé. Je ne pense pas qu'en tant que pays qui laisse constamment sa productivité diminuer, nous soyons en mesure d'appuyer une telle proposition. Nous sommes en train de devenir un pays qui demande des prix gonflés pour ses exportations et cette tendance se poursuivra si notre productivité baisse comme elle l'a fait ces dernières années.

Une dernière observation au sujet de cette mesure, madame l'Orateur. Nous ne pouvons en faire le reproche au gouvernement puisque c'est un bill d'initiative privée, mais je me demande jusqu'où on a poussé la recherche avant de le présenter. Les lois de l'Alberta et, je crois, de deux autres provinces, prévoient déjà un jour du patrimoine. En Alberta, ce jour tombe en août. Il semble que cette mesure présentée à la Chambre des communes vienne en conflit avec les lois provinciales.

En terminant, madame l'Orateur, si nous voulons que le Canada soit un ensemble bien structuré, il est temps que nous pensions davantage aux diverses provinces et à leurs besoins.

● (1630)

**M. Frank Maine (Wellington):** Madame l'Orateur, d'abord je voudrais prévenir les députés que je ne suis pas contre les congés. Je veux bien que l'on souligne certains aspects de notre patrimoine national en instituant un jour de congé. Le député de Windsor-Walkerville (M. MacGuigan) mérite les félicitations et les remerciements de la Chambre et des Canadiens pour le travail qu'il a accompli à cet égard. Malheureusement, le moment ne pourrait être plus mal choisi pour songer à un tel projet. A l'heure actuelle, notre pays ne peut se permettre de perdre un seul jour de production. Instituer une fête nationale reviendrait

[L'Orateur suppléant (M<sup>me</sup> Morin).]

à faire douter de la sincérité avec laquelle nous nous efforçons de remettre sur pied notre économie et d'en favoriser la croissance pour les années à venir.

Dans son douzième exposé annuel, le Conseil économique du Canada a dit qu'il sera difficile, voire impossible, de maintenir au cours des dix prochaines années le rythme de la croissance économique des années 60. Jusqu'à présent, nous avons pu compter sur l'augmentation constante de la population active pour accroître annuellement notre productivité. Puisque maintenant le nombre des jeunes en quête d'emploi chaque année a commencé à diminuer, il faut envisager d'autres moyens d'accroître notre productivité.

Nous pouvons tenter de compenser la baisse du taux de natalité en acceptant un plus grand nombre d'immigrants chaque année. Cependant, tout indique que cette méthode serait inacceptable pour un grand nombre de Canadiens. Une autre solution consisterait à favoriser une industrie de capital plutôt qu'une industrie de main-d'œuvre. Mais le grand problème, c'est qu'une bonne partie, même la majorité des capitaux nécessaires, à supposer qu'on puisse les trouver, devraient venir de sources étrangères. C'est pourquoi nous serions dans la difficile situation de choisir entre le maintien de notre indépendance d'aujourd'hui tout en acceptant une baisse de productivité, et l'ouverture de notre pays à une influence étrangère accrue afin de continuer à jouir des bienfaits de la croissance économique. Cette dernière solution risque d'être le choix d'un grand nombre de Canadiens.

S'il faut choisir entre le maintien de notre niveau de vie et une mainmise moindre sur nos industries de fabrication et extractive, et un niveau de vie inférieur mais avec une plus grande indépendance nationale, l'attitude actuelle des Canadiens ne rassure pas trop ceux qui se préoccupent de l'avenir de notre autonomie.

Selon le Conseil économique du Canada, les Canadiens sont assez optimistes au sujet de l'avenir de notre économie. Le Conseil nous avertit que le récent ralentissement de notre productivité et l'accroissement consécutif de l'influence étrangère ont contribué à affaiblir nos capacités nationales, sources de dynamisme et de créativité dans l'industrie canadienne.

Dans l'ensemble, les Canadiens ne savent pas à quel point la situation de notre pays s'est détériorée par rapport aux autres pays hautement industrialisés. L'accroissement relativement rapide de la production nationale totale repose jusqu'ici sur une force ouvrière qui connaissait l'un des taux d'expansion les plus rapides du monde. Lorsqu'on examine la productivité individuelle, les chiffres n'ont rien de rassurant. D'après les données fournies par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, la hausse de production moyenne annuelle par travailleur au Canada est presque la plus basse de tous les pays industrialisés pour la période de 1960 à 1970. On peut se demander si nous utilisons vraiment efficacement nos ressources humaines et naturelles. Cela devrait également inciter chacun à réévaluer son apport à la croissance économique de son pays.

Je suis convaincu que le moment est mal choisi pour récompenser de si piètres résultats par un autre jour férié. Nous prêchons l'austérité et, en accordant un autre congé, nous ne ferions que contribuer au malaise économique actuel.